

DISCUTONS SUR L'AUTONOMIE...

Oui il faut en discuter sans acrimonie.

Nul n'ignore que le syndicalisme subit une crise qui met sa vie en péril, qu'un chaos profond, une confusion immense, règnent dans le mouvement ouvrier, dont les causes sont connues de tous.

Aussi croirait-on que tous ceux qui souffrent d'un tel marasme, et sont intéressés à faire cesser au plus tôt un tel état de choses, conjuguent leurs efforts, agissent dans l'intérêt commun pour tenter de résoudre ce difficile problème.

Hélas! si certains font de louables efforts d'autres semblent se contenter d'user d'une continuelle et stérile critique, qui complique au lieu de résoudre. Une méfiance entre les individus, un discrédit formidable sur le syndicalisme a été jeté. Il faudrait à ces deux maux le remède approprié c'est-à-dire la confiance et l'affirmation en la valeur du syndicalisme. Au lieu de cela, on agrandit la méfiance et la confusion. Pour le bien du syndicalisme, il est souhaitable qu'il en fut autrement. Le plus grave, c'est que sous prétexte que cela ne va pas bien, on envoie tout promener, ou encore parce que la thèse qu'on a présentée n'a pas été totalement admise on fait montre de mauvaise humeur, voire de rancune.

A quoi riment ces grincements de dents, cette mauvaise humeur en pareille matière entre militants sincères et convaincus? Pourquoi quitter la belle route de la libre discussion pour emprunter l'étroit et tortueux sentier de la chance? N'est-ce pas lamentable? Ne serait-ce pas préférable que l'harmonie préside dans l'esprit de ceux qui se sont donné la noble et courageuse tâche de sauver le syndicalisme? Trop d'ennemis ne sont-ils pas intéressés et acharnés à sa perte pour que ses défenseurs commettent la faute de les aider en se heurtant et en se déchirant entre eux?

On ne doit pas oublier que nos adversaires ne ratent jamais l'occasion de profiter de nos zizanies: aussi avons-nous intérêt à les empêcher.

L'heure du péril doit trouver les hommes unis et non divisée. S'il faut éviter les haines et les stériles chicanes, cela ne veut pas dire que la discussion, la critique soient interdites, toujours elles seront utiles. Mais il y a manière pour les faire. L'examen de thèses en présence ne doit pas avoir pour but le succès de telle ou telle personnalité, mais le choix du meilleur moyen susceptible de donner promptement le plus grand résultat. Certains militants qui se targuent de leur sincérité et désintéressement oublient trop que leurs adversaires pourraient s'en réclamer aussi.

Il apparaît nettement, en la période difficile que nous traversons, que la bonne volonté, la sincérité, le sang-froid sont de rigueur. Si on oublie ces élémentaires vérités, on va à l'encontre du but que se sont tracé les véritables défenseurs du syndicalisme.

Il me semble bien que Guigui a failli à cette règle, et n'a pas tenu compte de toutes ces considérations dans la réponse déconcertante qu'il a fait dans *Le Libertaire* sur la question d'autonomie.

Il met dans sa réponse des termes inopportuns et blessants, comme s'il écrivait sous l'impulsion de la colère ou du dépit; certaines phrases ont une allure d'accusation. C'est même un véritable et implacable réquisitoire qu'il a prononcé contre la minorité, en même temps d'ailleurs que son oraison funèbre. Il est vrai que d'autres avant lui ont déjà usé du moyen - ce qui n'empêche point celle-ci de se porter assez bien. Tout de même, je me demande s'il n'eût pas été préférable de laisser cette besogne à nos adversaires, qui s'en chargent assez bien. En tous cas, se couvrir de la faiblesse du voisin pour masquer la sienne me paraît une piètre excuse, d'autant plus que la minorité n'a jamais refusé d'accueillir les bonnes volontés qui ont bien voulu se manifester.

Pour les événements du 11 janvier. Guigui en parle d'une façon qui peut prêter à la pire confusion. J'ignore les mobiles exacts qui l'incitent à écrire de la sorte, ni le rôle qu'il entend nous faire jouer en cette

délicate affaire. Je crois cependant qu'il n'ignore pas que la commission d'enquête, ainsi que la mesure prise à l'égard d'un des responsables, est l'œuvre de la minorité ou de ses militants.

Qui empêche Guigui de se servir des résultats acquis en cette affaire par la minorité?

Sur les questions d'unité et d'autonomie, je pense qu'elles sont assez compliquées pour qu'il n'y ait pas lieu d'accuser de démagogie ou de bluff les partisans de l'une ou l'autre méthode. Pour ma part, je penche plutôt pour l'unité. Si je ne me fais aucun doute sur la bonne foi de Guigui lorsqu'il défend l'autonomie, je pense qu'il me rendra la pareille lorsque, malgré toutes les complications, je défends l'unité. Il sait bien que ce n'est pas par intérêt personnel ni par sympathie pour les dirigeants confédéraux que je reste à la C.G.T.U.; si j'y reste, c'est pour défendre le patrimoine moral et matériel des syndiqués. Je n'ai pas encore perdu l'espoir que les excès, les malversations, les violations et autres malpropretés des chefs n'écœurent un jour les ouvriers. Je me souviens toujours que notre ténacité contre les réformistes aboutit à arracher de leurs mains notre belle Fédération. Je me crois autorisé à reprocher à Guigui et ses amis de ne pas avoir été assez persévérant en ce qui concerne leur Fédération.

Que Guigui ne se fâche pas: je crois que si jamais l'autonomie se généralisait, ce serait plutôt par la maladresse et les provocations des politiciens confédéraux, que par la méthode et l'exemple des syndicats autonomes, car malheureusement certains de ces derniers ne peuvent pas faire grand chose. Je regrette qu'ils se soient lancés dans cette voie en laissant par ailleurs le champ libre aux naufrageurs du syndicalisme. Je n'avance pas ces choses là légère: l'autonomie ne reste pour moi qu'un moyen provisoire qui vise à réaliser l'unité. Morcelée, sans méthode ni lien, elle ne peut aboutir qu'au corporatisme étroit, agrandissant l'égoïsme entre les individus, lesquels par leur isolement, perdent l'habitude de la solidarité, de l'entr'aide.

Donc, si l'autonomie vise à l'unité, malgré toutes les complications, ainsi que l'évidente mauvaise volonté de militants des deux côtés, entravant sournoisement sa réalisation, je crois toujours qu'en s'adressant aux travailleurs, par l'intermédiaire de comités mixtes, locaux, départementaux et fédéraux, les événements aidant, il sera possible de fusionner les deux forces ouvrières en une seule. Quoi qu'il en soit, les deux méthodes peuvent être discutées, mais sans colère ni parti pris, sans haine.

Élevons nos pensées dans la discussion, ne les rabaissons pas dans la chicane.

Julien LE PEN.
